

Communiqué CT SPIP Boycott de la CGT

Notre Ministère de la Justice est il à ce point à l'Ouest qu'il convoque plusieurs comités techniques en cette journée de mobilisation nationale pour défendre les services publics et les droits à la retraite ?!! Notre organisation dénonce de longue date, le peu de crédit accordé au dialogue social. A ce stade, ce ne sont plus des œillères, c'est un sac complet que nos responsables se mettent sur la tête pour tenter de traverser la colère noire qui agite les agents de ce ministère, l'ensemble des fonctionnaires et plus largement les citoyens de ce pays, attachés aux valeurs de solidarité, d'égalité d'accès et de non marchandisation des services publics et fatigués de contrer les attaques incessantes du gouvernement !

Les organisations syndicales connaissent déjà ce syndrome :

- Loi de réforme de la Justice
- Loi de transformation de la Fonction Publique
- Refonte des instances et des droits syndicaux à la baisse

Et maintenant attaque en règle contre le droit à la retraite, et bientôt la sécurité sociale !

Qu'est ce que le projet de réforme de retraite prévoit pour les fonctionnaires ??

- Le report de l'âge de départ à la retraite
- L'augmentation de la durée des carrières.
- La baisse du montant des pensions qui sera calculé sur l'ensemble de la carrière et non plus sur les 6 derniers mois.
- La promotion de la retraite par capitalisation, impossible pour les salaires les plus bas, !

Après la réforme de la fonction publique, qui vient sabrer le statut de fonctionnaire, ce projet de réforme représente une nouvelle attaque en règle des acquis sociaux au profit d'un monde toujours plus libéral... C'est pourquoi, dans la même lignée de la position prise en CTM, nous faisons le choix du boycott.

Nous ne siégerons pas le 24 septembre !

Cette réforme des retraites va porter atteinte à la notion de pénibilité et rallonger les carrières de tous les personnels ! Il est d'ailleurs regrettable que les 2 autres organisations siégeant au CT et qui se réclament chacune de leur côté comme seules représentatives, choisissent au pire de siéger, au mieux de boycotter faute d'être en capacité d'assumer le cumul des mandats.

La CGT IP prend donc ses responsabilités, ce jour-là nous serons aux cotés de nos camarades, de nos collègues, de toutes les personnes déterminées à montrer leur attachement aux valeurs de solidarités sur lesquelles s'est construit notre modèle social : une fonction publique forte, seule capable d'assurer un traitement égalitaire et équitable dans tout le pays et à une juste répartition des richesses que nous fonctionnaires contribuons aussi à produire.



**TOUT.E.S ENSEMBLE, REJOIGNONS LA JOURNÉE D'ACTION
DE DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS ET DES RETRAITES ;
MOBILISONS NOUS LE 24 SEPTEMBRE 2019**